

PS et UMP s'affrontent sur le statut des enseignants, les rythmes scolaires et les parcours individualisés.

Marie-Estelle Pech, 4 sept 2011, figaro

En ce jour de rentrée scolaire, l'[éducation](#) s'impose comme l'un des sujets majeurs de la campagne présidentielle à venir. Dans un sondage réalisé le mois dernier par l'institut CSA, le thème arrive en seconde position, juste après l'emploi, dans la liste des préoccupations des Français. La classe politique l'a bien compris : [Luc Chatel](#), [Arnaud Montebourg](#), [François Bayrou](#) viennent d'écrire des livres sur le sujet. Des ballons d'essai ont été lancés lors des universités d'été avant même la rentrée scolaire. Et l'UMP comme le PS s'appuient sur des think-tanks comme l'Institut Montaigne, la Fondation politique ou Terra Nova pour avancer leurs pions. Quatre sujets font déjà débat.

► Le statut des enseignants

Ce dossier délicat a été rouvert par Nicolas Sarkozy en juin dernier. «Nous serons amenés à réfléchir dans les mois à venir aux conditions d'exercice du métier d'enseignant», avait-il déclaré lors d'un déplacement. L'idée que les enseignants devraient passer plus de temps dans les établissements scolaires fait son chemin à droite. Ces questions ne sont pas totalement restées en friche pendant le quinquennat. Une réforme de leur formation, notamment, a été entamée et le traitement des jeunes enseignants a été revalorisé pendant leur première année d'exercice. Pour le reste, il y a tout à faire. Depuis 1950, date à laquelle les décrets régissant le métier ont été pris, rien n'a changé : un titulaire du concours du Capes «doit» dix-huit heures de cours hebdomadaires quand un agrégé en effectue quinze. Tous ceux qui ont essayé de faire bouger les lignes ont échoué. Dernier en date : Gilles de Robien en 2007, dont la réforme fut abandonnée. Une fois élu, Nicolas Sarkozy avait préféré lancer une concertation globale sur le métier. Mais le rapport Pochard qui en avait découlé en 2008 est resté en jachère, le sujet étant jugé trop explosif. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy affiche la volonté d'en faire un sujet de campagne, même si, comme Luc Chatel l'a rappelé dans *Le Parisien*, le thème «reste sensible comme les retraites : tout le monde est d'accord pour qu'on s'en occupe, mais quand il faut que chacun fasse un effort, plus personne n'est là !». La gauche est quant à elle gênée. Elle ne tient pas à braquer son électorat échaudé par l'expérience Allègre et ses «petites phrases» peu amènes sur le monde enseignant. Certes, Ségolène Royal avait abordé le sujet de front en 2007, affirmant que les enseignants devraient pouvoir rester 35 heures dans les établissements. Les candidats à l'investiture du Parti socialiste estiment tous nécessaire de redéfinir les missions des enseignants mais si Arnaud Montebourg et Manuel Valls l'affirment franchement, Martine Aubry et François Hollande restent prudents.

► Les rythmes scolaires

C'est un «beau sujet de campagne présidentielle», affirme-t-on dans l'entourage de Luc Chatel. Les heures de cours sont trop concentrées, des dizaines de rapports l'ont démontré depuis trente ans. Dans sa «Lettre aux Français», Martine Aubry affirme aussi qu'il faut «repenser les rythmes scolaires avec les familles et les collectivités locales» et propose l'organisation d'une semaine de cinq jours. Un rapport remis à Luc Chatel au printemps propose un raccourcissement des vacances d'été et un retour à la semaine de quatre jours et demi. Ces projets divisent car il est difficile de séduire tout le monde, parents, enseignants, industrie du tourisme et collectivités locales. La diminution des vacances d'été ne peut être envisagée qu'accompagnée d'une modification du temps de travail des enseignants. Un «zonage» rendrait compliquée l'organisation du bac qu'il faudrait donc revoir... Quant au retour à une semaine de quatre jours et demi, elle est complexe. Localement, dans les conseils d'école, parents et professeurs préfèrent conserver la semaine de quatre jours. Si cette dernière est néfaste pour les enfants, selon les spécialistes, les adultes sont satisfaits de ce nouveau rythme...



Les suppressions de postes

Sur ce point, l'UMP et le PS diffèrent radicalement. «Ceux qui vous disent aujourd'hui dans le cadre d'une course à l'échalote qu'ils recréeront des postes dans l'Éducation nationale en 2012 mentent», a affirmé Luc Chatel. Ségolène Royal s'est prononcée pour un «moratoire sur les suppressions de postes». Martine Aubry, elle, a affirmé qu'elle «mettr(ait) fin immédiatement aux suppressions massives de postes».



L'individualisation des parcours

La «personnalisation» des enseignements, l'une des promesses du candidat Sarkozy en 2007, a été l'un des grands chantiers du quinquennat : les deux heures d'accompagnement personnalisé hebdomadaires au lycée en témoignent. De même, les élèves d'école primaire bénéficient de deux heures de soutien par semaine. Enfin, des stages de remise à niveau sont désormais organisés pendant les vacances. Les internats d'excellence ou les établissements de réinsertion scolaire vont aussi dans ce sens de parcours personnalisés et l'UMP entend poursuivre dans cette direction. «La vraie question aujourd'hui, c'est le sur-mesure», affirme Luc Chatel. Pour lutter contre l'échec scolaire, Martine Aubry invoque aussi «la personnalisation des parcours scolaires et des pédagogies». Une annonce raillée par le ministre de l'Éducation la semaine dernière : «Avant, le Parti socialiste avançait des recettes du passé, maintenant, il décrit le présent. J'ai envie de leur dire : "N'hésitez pas à venir voir ce qui est mis en œuvre dans les écoles."»